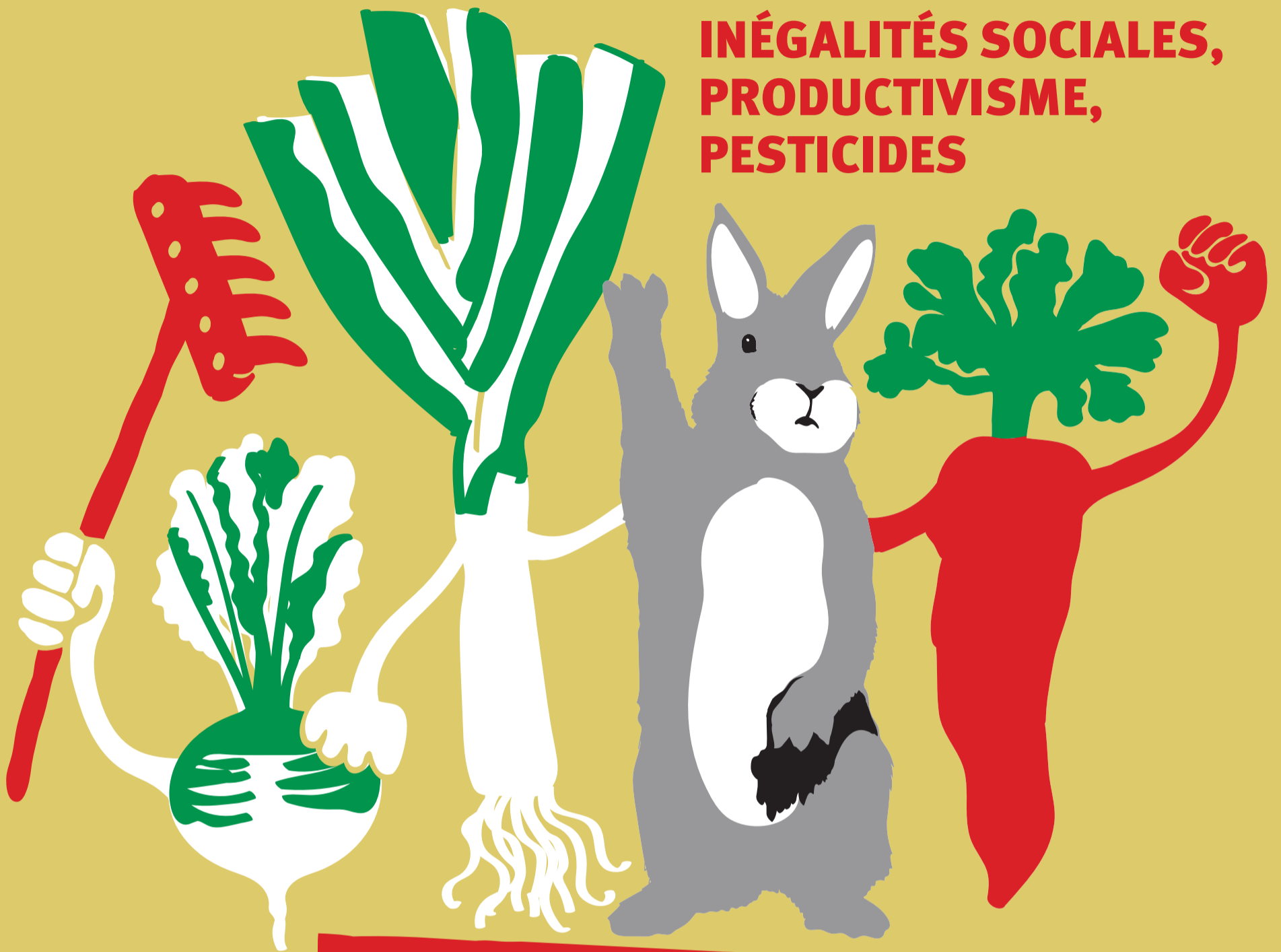


*l'Anti*capitaliste

n°743 | 27 février 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**INÉGALITÉS SOCIALES,
PRODUCTIVISME,
PESTICIDES**



UNE AUTRE

AGRICULTURE

EST POSSIBLE

ZOOM

Allemagne. Après les élections fédérales, résister au lieu de s'adapter!

Page 3

ARGUMENTS

Développer une agriculture paysanne et sortir du modèle capitaliste

Page 5

LUTTER

Social. La culture organise la riposte

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Christine Poupin sur le Manifeste de la IV^e Internationale

Page 8

Édito

Une nouvelle étape dans l'islamophobie d'État

Par HAFIZA B. KREJE

La proposition de loi visant l'interdiction « du port de signes religieux ostentatoires dans les compétitions sportives », validée par le Sénat le 18 février, contresigne une nouvelle étape de renforcement de l'islamophobie d'État. L'enjeu pourrait paraître anecdotique, mais c'est un vrai symbole, tant les sports constituent une vitrine internationale. Les Jeux olympiques de 2024 ont mis en évidence l'isolement de la France sur son islamophobie, puisque seules les athlètes françaises étaient contraintes de concourir découvertes. Mener, malgré la condamnation des médias internationaux et de l'ONU, une nouvelle politique d'exclusion, c'est pour la majorité gouvernementale se gargariser de mener sa politique discriminatoire jusqu'à son terme. Or ce terme, c'est l'impossibilité de pratiquer leur culte pour les musulmanEs : en effet, le deuxième article de cette loi, qui entend limiter l'usage des équipements sportifs à des fins religieuses, menace la tenue des prières lors des fêtes musulmanes, qui réunissent plus de croyantEs que ce que les mosquées peuvent accueillir au quotidien. Surtout, cette loi est une atteinte nouvelle à la dignité des musulmanEs. En proscrivant « en compétition » le port du hijab, il s'agit de renforcer les dispositions des règlements des clubs sportifs — même « hors compétition » —, et ainsi criminaliser toute volonté de pratiquer un sport, de mener sa vie, sans contrevenir à ses choix religieux, puisque cela serait un geste « radicaliste religieux ». Pourtant, ces accusations islamophobes ont été déboutées par un rapport du ministère de l'Intérieur lui-même, paru en 2022, qui conclut à l'absence de communautarisme et de radicalisation « islamiste » dans le sport ! Il n'y a plus besoin ni de faits ni d'argumentaire fémonationaliste pour l'islamophobie d'État. Il faut le dénoncer : ce qu'il s'agit d'interdire, ce n'est pas l'« ostentation » ou l'intégrisme de musulmanEs extrémistes, mais bien toute manifestation de la religiosité musulmane, dans laquelle se reconnaissait près de 10 % de la population en France.

Bien dit

Ce qui est surprenant, ce serait plutôt qu'on ait laissé C8 émettre si longtemps ! La démocratie a le droit de se défendre contre des médias qui veulent sa disparition.

ALEXIS LÉVRIER, historien, spécialiste de l'histoire du journalisme, dans *Libération*, 25 février 2025.

À la Une

Pour la liberté de l'Ukraine, pour une internationale antifasciste !

Le 24 février 2025, l'Ukraine est entrée dans sa quatrième année de résistance face à l'agression à grande échelle de la Russie.

À cours des trois années écoulées, l'aide provenant des États-Unis et de l'UE a permis de bloquer l'offensive du Kremlin, mais a été insuffisante pour faire reculer l'armée russe. On dénombre plus d'un million de victimes militaires (pour les forces russes, il s'agit principalement des populations racisées des régions périphériques) et civiles (ces dernières presque exclusivement du côté ukrainien). Auxquelles s'ajoute le déplacement forcé d'un quart de la population ukrainienne. Poutine a entièrement remodelé l'économie autour de son objectif expansionniste : le budget militaire russe augmente sans cesse (43% des dépenses publiques en 2025) au détriment des services publics. Dans l'économie de guerre, le capital des oligarques s'est concentré dans l'industrie militaire et l'extraction fossile, qui sont au cœur de la croissance économique du pays. Dès lors, rien ne laisse envisager que les négociations « pour la paix » que veut imposer Washington entraînent la fin de l'expansionnisme militaire russe, car « la Russie est devenue dépendante de la dépense militaire »¹.

Trump allié de Poutine face à la Chine

L'action de Trump accélère la redéfinition des alliances inter-impérialistes au détriment du droit à l'autodétermination du peuple ukrainien. Car aux yeux de



Manifestation à Hambourg. © RESU-COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

Trump, la Russie est un potentiel point d'appui dans sa guerre d'hégémonie avec la Chine. Après avoir ouvert les négociations avec l'agresseur en excluant l'agressé, Trump a entièrement épousé la propagande poutinienne, en attribuant à l'Ukraine la responsabilité de la guerre et en déniait la volonté de la majorité de la population de préserver un pays indépendant et libre de l'impérialisme russe. La violence du chantage de Trump est manifeste : il demande à l'Ukraine de rembourser 500 milliards de dollars pour l'aide étatsunienne et de céder aux États-Unis le droit d'exploitation des ressources minières et des terres rares, et menace de restreindre l'accès de l'armée ukrainienne au système de communication Starlink, nécessaire pour se défendre des drones et de l'artillerie russes. Alors que le gouvernement ukrainien refuse de céder sans obtenir en contrepartie des garanties de sécurité, Poutine n'a pas tardé à proposer à Trump un accord pour l'exploitation des terres

rares russes et des territoires ukrainiens occupés...

Les impérialismes russe, israélien et étatsunien s'unissent

N'en déplaise aux campistes qui ne voient dans l'agression de l'Ukraine qu'une guerre inter-impérialiste par procuration, l'alliance inter-impérialiste USA-Russie s'est renforcée lors du vote le 24 février 2025 d'une motion de l'ONU pour une paix juste et durable : les États-Unis s'y sont opposés aux côtés de la Russie, du Bélarus, de la Hongrie, du Nicaragua et d'Israël, en affichant explicitement une convergence d'intérêts. Les impérialismes russe, israélien et étatsunien ne se combattent pas : ils s'unissent contre le droit international et le droit d'autodétermination des peuples.

Réaffirmer le droit à l'autodétermination des peuples

Eurois que les gouvernements européens — et le capital dopé aux matières premières russes —

peinent à résoudre leurs intérêts contradictoires vis-à-vis de la Russie poutinienne, la solidarité populaire avec la résistance ukrainienne ne doit pas fléchir : le 24 février, les manifestations ont été nombreuses contre l'axe Trump-Poutine, pour le droit des peuples à choisir leur présent et leur avenir, et pour défendre les espaces d'action et de contestation contre les impérialismes néofascistes — en Ukraine et au-delà.

La lutte de résistance ukrainienne est une lutte pour le droit d'existence et d'autodétermination du peuple ukrainien et de tous les peuples attaqués par les impérialismes meurtriers : aux côtés des UkrainienNES comme des PalestinienNES, soutenons la résistance contre l'offensive néofasciste internationale. Vive la résistance ukrainienne, vive l'antifascisme !

GIN et ELIAS VOLA

1 — A. Kolyandr (Cepa), cit. par R. Godin, « La Russie s'enferme dans une économie de guerre à haut risque », *Mediapart*, 19 février 2025.

Acturama



À Lyon



À Paris



À San Francisco



À Strasbourg

PAS DE NÉGOCIATIONS SANS L'UKRAINE NI L'EUROPE

Ce week-end à travers le monde, à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, de nombreuses manifestations se sont tenues dans 662 villes de 78 pays. À Paris, Lyon, Strasbourg, Valence, Le Mans, Hambourg, Barcelone, Leon, Amsterdam, Bruxelles, Prague, Washington, Chicago, Londres, Lisbonne, San Francisco. Au total plus de 1020 événements. L'occasion de rappeler que l'Ukraine compte, qu'aucune négociation ne peut avoir lieu sans elle !

© RESU-COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE



À Barcelone

BÉTHARRAM En finir avec l'impunité de l'enseignement catholique!

Mediapart révèle une série de scandales et de dissimulations entourant l'établissement catholique Notre-Dame-de-Bétharram, situé près de Pau, où des violences physiques et sexuelles ont été perpétrées pendant des décennies.

François Bayrou, actuel Premier ministre et ancien maire de la ville, est au cœur de ces révélations, accusé d'avoir menti sur sa connaissance des faits et d'avoir protégé l'institution.

L'État alerté des maltraitements, il y a trente ans

Dès 1993, la préfecture des Pyrénées-Atlantiques était informée des violences à Bétharram, notamment du cas d'un élève dont le tympan avait été perforé par un surveillant. François Bayrou, alors ministre de l'Éducation, n'a pas réagi. En 1996, une nouvelle affaire a conduit à une condamnation, mais il a continué à défendre l'établissement, affirmant qu'il n'était au courant de rien. Les médias locaux et nationaux avaient pourtant largement couvert ces affaires.

Encore actuellement, François Bayrou a affirmé sans sourciller à l'Assemblée nationale ne jamais avoir été informé des violences à Bétharram, où ses enfants étaient scolarisés. Pourtant, les témoignages d'une victime et d'une enseignante contredisent les déclarations du Premier ministre.

Un silence complice

Le juge Christian Mirande, qui a enquêté sur les viols à Bétharram en 1998, confirme avoir rencontré François Bayrou à l'époque. Celui-ci, inquiet pour son fils scolarisé à Bétharram, aurait sollicité cette rencontre informelle. Le juge affirme l'avoir informé des faits établis contre le père Carricart, directeur de l'établissement, accusé de viols sur mineurs. Le ministre nie cette rencontre, mais le juge maintient sa version, soulignant son implication dans l'affaire. Un gendarme chargé de l'enquête



en 1998 accuse Bayrou d'être intervenu dans la procédure judiciaire. Le juge estime ce témoignage crédible. Un avocat a demandé l'ouverture d'une enquête pour entrave à la justice, soupçonnant Bayrou d'avoir influencé la libération du père Carricart. Ce dernier s'est suicidé en 2000 après une nouvelle convocation judiciaire.

François Bayrou a beau tenter de minimiser et de dissimuler les abus à Bétharram, les alertes et les preuves disponibles sont implacables. Les victimes et leurs familles continuent de chercher légitimement justice, tandis que l'implication du Premier ministre est telle qu'il n'aurait, dans un État démocratique digne de ce nom, d'autre choix que de démissionner.

Bétharram, un système

L'actualité récente a montré d'autres cas où des responsables politiques sont complaisants

avec l'enseignement privé catholique. L'affaire Stanislas par exemple, lorsque la ministre Amélie Oudéa-Castéra, elle aussi ministre de l'Éducation, scolarisait ses enfants dans cet établissement élitiste financé sur fonds publics, dans lequel des violences, des propos sexistes et homophobes sont également démontrés. Ainsi, c'est bien le manque de contrôle de ces établissements qui pose problème. La Cour des comptes et un rapport parlementaire pointent le manque de visibilité donné à l'usage de l'argent public au sein de l'enseignement privé sous contrat. Les établissements catholiques (qui représentent l'immense majorité de l'enseignement privé sous contrat) sont financés à plus de 70% par l'État, et pourtant il est noté que peu de contrôle est exercé sur ce qu'il s'y passe. Ainsi à l'échelle nationale, la probabilité d'une inspection sérieuse des pratiques d'un établissement comme Stanislas ou Bétharram est de l'ordre d'une fois tous les 1500 ans!

L'État doit cesser de financer le privé!

Ces affaires révèlent la nécessité de justice pour toutes les victimes mais aussi l'impérieuse nécessité de cesser de financer ces établissements. L'argent public doit aller exclusivement à l'école publique! Celle-ci, malgré ses manquements, est beaucoup plus démocratique car elle ne sélectionne pas les enfants qu'elle accueille et est beaucoup mieux contrôlée par l'institution. C'est bien de démocratisation de l'école dont la société a besoin, d'une école publique financée à hauteur des besoins et contrôlée par celles et ceux qui font l'école (élèves / étudiantEs / parentEs et personnels).

Camille Sediart

ALLEMAGNE Après les élections fédérales, résister au lieu de s'adapter!

Les résultats des élections fédérales du 23 février 2025 confirment le glissement vers la droite, qui peut être stoppé dans le pays. Au Parlement, les conservateurs de la CDU/CSU, avec 208 sièges, et les fascistes de l'AfD, avec 152 sièges, ont obtenu les positions les plus fortes. Ensemble, ils représentent une large majorité des 630 députés.

L'AfD se considère comme le véritable vainqueur, car elle a plus que doublé ses voix, passant de 10,3% des voix à 20,8% aujourd'hui.

Fascisme, poussée à droite et bellicisme

Poussée par l'AfD, la question de l'immigration « irrégulière » a été au centre de la campagne électorale. Le racisme inhumain propagé de manière agressive par l'AfD a conduit à un déplacement politique massif vers la droite du « centre démocratique ». En revanche, les intérêts élémentaires de la classe ouvrière n'ont joué qu'un rôle secondaire pour ces partis — si tant est qu'ils en aient joué un. Le « changement d'époque » proclamé par le chancelier Scholz (SPD) après l'invasion russe de l'Ukraine il y a trois ans, est également susceptible de réunir une majorité en Allemagne. Le réarmement et le bellicisme sont largement acceptés sans être contredits. Seuls les votes en faveur du BSW (Alliance Sahra Wagenknecht) et de Die Linke ont pu être considérés comme un refus fondamental de la militarisation de la société.

L'effondrement du SPD

Les partis de la coalition brisée, Ampel (rouge, orange, vert comme les feux de signalisation) sont les grands perdants de ces élections. Avec 16,4% des voix, le SPD a enregistré de loin son plus mauvais résultat depuis 1949. Le FDP (les libéraux), qui avait provoqué les élections anticipées au Bundestag, a clairement

échoué à franchir la barre des 5% et n'est plus représenté au Parlement. Les Verts ont été les moins sanctionnés. Avec 11,6%, ils ont tout de même obtenu le deuxième meilleur résultat de leur histoire.

Le BSW, la scission de droite de Die Linke, a raté de très peu son entrée au Bundestag. En revanche, Die Linke qui, il y a encore quelques semaines, risquait également de ne pas passer la barrière des 5%, a obtenu son troisième meilleur résultat à ce jour avec 8,8%. C'est plus qu'une lueur d'espoir, d'autant plus qu'il a pu gagner des dizaines de milliers de nouveaux membres, jeunes pour la plupart. Ces deux phénomènes sont dus à la polarisation politique accrue par le coup de Merz au Bundestag et à l'essor consécutif des protestations antifascistes d'environ 1,5 million de personnes (voir *l'Anticapitaliste* n° 741 du 13 février 2025).

Mobiliser la société et vaincre le fascisme

Merz, le « candidat à la chancellerie » de la CDU/CSU, a exclu une coalition avec l'AfD le soir des élections. Son objectif officiellement annoncé est de former rapidement une coalition avec le SPD. Celui-ci joue toutefois pour l'instant la montre afin d'affaiblir les critiques au sein du parti concernant une alliance avec la droite conservatrice dirigée par Merz. Malheureusement, les mobilisations de masse contre le fascisme qui ont eu lieu jusqu'à présent n'ont pas encore suffi à stopper le glissement vers la droite. Le slogan « Ensemble



Die Linke a recueilli plus de 8% des voix, une lueur d'espoir. Ines Schwerdtner pendant le congrès de Die Linke en janvier 2025. SANDRO HALANK/WIKIMEDIA COMMONS

contre le fascisme » ne portera durablement que s'il est rempli d'une perspective sociale d'espoir.

Le moment est d'autant plus venu d'« annoncer la couleur », de s'engager, de participer de manière active et organisée. Transformer cet élan en un travail politique continu dans tous les domaines de la société — dans les quartiers, sur les lieux de travail, dans les écoles et les universités, mais aussi dans les syndicats et les autres mouvements sociaux —, tel sera le grand défi.

La résistance extraparlamentaire est maintenant de mise, et non l'espoir d'un « mur de feu » ou d'un « rempart » parlementaire contre l'AfD. Ce mouvement extraparlamentaire devrait s'opposer au racisme, au nationalisme, au fascisme, au bellicisme et défendre les intérêts sociaux et écologiques de la grande majorité de la population.

H. Neuhaus, J. H. Wassermann

No comment

Et si on commençait par faire des économies sur l'excès de dépenses administratives et sociales?

LAURENT WAUQUIEZ, X, le 25 février 2025... toujours sous le coup de plusieurs enquêtes de la Justice pour son usage des fonds publics de la Région Auvergne Rhône-Alpes. Honte de rien!

Agenda

Vendredi 28 février, Culture en résistance: scène libre comme la Palestine, Paris 19^e.

À partir de 19h au Baranoux, 78, rue Compans, à l'appel d'Urgence Palestine Paris 19^e.

Samedi 1^{er} mars, concert d'ouverture du festival Ciné-Palestine, Toulouse (31).

À 18h30 au chapiteau de l'Agit, parking de la Grainerie. Plus d'info: <http://cine-palestine-toulouse.fr>

Samedi 8 mars, journée internationale des droits des femmes.

Lundi 10 mars, Centre d'études marxistes sur «Marxisme et féminisme», Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Métro Robespierre.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

Mardi 11 mars, meeting unitaire «Non au chantage à la dette» avec Christine Poupin, Metz (57). À 18h, amphithéâtre Fac Arts, Lettres et Langues, Ile du Saulcy.

L'ANTICAPITALISTE PRÉSENTE

ROUGE

LA COULEUR QUI ANNONCE LE JOURNAL

Un documentaire d'Olivier Besancenot

06 MAR	.....	HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR (14)	... CAFÉ DES IMAGES*
11 MAR	.....	SAINT MARTIN D'HERES (38)	..... MON CINÉ*
24 MAR	.....	LOUVIERS (27)	..... LE GRAND FORUM*
27 MAR	.....	AVIGNON (84)	..... CINÉMA UTOPIA*
06 AVR	.....	ROUEN (76)	..... CINÉMA OMNIA RÉPUBLIQUE

*en présence d'Olivier Besancenot

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



TRUMPERIE Punir l'Afrique du Sud qui « fait des choses très mauvaises »

La campagne contre l'Afrique du Sud de Trump, construite sur de fausses informations, concentre ses thèmes de prédilection les plus réactionnaires.

Le 7 février 2025, un énième décret a été signé par le milliardaire de la Maison Blanche. La nouvelle cible, l'Afrique du Sud. Trump et son acolyte Elon Musk, originaire de ce pays, reproche au pays arc-en-ciel de mener une politique nuisant aux intérêts des États-Unis.

Touche pas à Israël et au dollar

Les partisans de Trump, mais ils ne sont pas les seuls, reprochent à l'Afrique du Sud d'avoir saisi la CIJ (Cour internationale de Justice) contre le génocide mené par Israël. Une action analysée comme une attaque portée à un proche allié des États-Unis, d'autant que le succès juridique a été notable.

Autre critique, l'adhésion au groupe des BRICS+ (fondé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud) dont l'ambition affichée est de disputer l'hégémonie occidentale sur la conduite des affaires mondiales. Ce qui implique notamment une remise en cause du dollar comme monnaie unique de référence dans les échanges internationaux.

En parallèle de ces sanctions, le secrétaire d'État Marco Rubio a annoncé qu'il ne participerait pas à la réunion du G20, présidée par l'Afrique du Sud, portant sur « la solidarité, l'équité et la durabilité ». Thèmes abhorrés par l'administration Trump.

Maintenir l'injustice

Les sanctions contre l'Afrique du Sud ont été précédées par une campagne de fausses informations, délivrées sur le réseau social X de Musk qu'il a lui-même relayées sur son compte personnel, à propos de la volonté du gouvernement sud-africain d'adopter une loi sur le foncier pour « promouvoir l'inclusivité ». Dans un pays où, trente ans après la fin l'apartheid, 72% des terres arables appartiennent à la minorité blanche, en conséquence du *Natives Land Act* de 1913 qui a spolié les populations noires...

La réforme prévoit une redistribution avec des compensations financières selon la valeur du bien. Ces compensations peuvent être nulles si le bien n'a aucune valeur par exemple lorsqu'il est abandonné. Une partie des Afrikaners a agité le chiffon (on n'ose pas dire rouge !) dénonçant une discrimination, certains même évoquant un génocide !

Pour Trump et Musk, il « est immoral et injuste » de « confisquer des terres ». Ils ne font évidemment pas allusion aux Palestiniens victimes des colons israéliens de Cisjordanie. Leur inquiétude est pour les Afrikaners, qui rappelons-le, sont surreprésentés parmi les plus riches du pays. Ainsi, Trump a signé un nouveau décret ouvrant les frontières des USA aux blancs qui n'ont d'ailleurs jamais demandé à partir. Mais peu importe, la rhétorique du racisme antibranc reste très populaire dans les rangs républicains... et pas seulement étatsuniens.

Le grotesque le dispute au cynisme quand Trump se scandalise sur une loi que la juriste de l'Agricultural Business Chamber sud-africaine ne considère pas comme des expropriations arbitraires, alors que lui s'apprête à expulser près de deux millions de GazaouiEs de leur terre.

Paul Martial

À lire sur le site



Ukraine. J'ai déjà entendu cela,
par Maksym Boutkevych



La Palestine, toujours au bord de la catastrophe,
par Édouard Soulier

USA Premières ripostes au démantèlement de l'État-providence par Trump et Musk

Le président Donald Trump et son homme de main, le milliardaire Elon Musk, ont démantelé l'État-providence américain, en fermant des agences et en licenciant des dizaines de milliers d'employés fédéraux. Leur opération de démolition laisse les travailleurs sans revenus et prive les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées de soutien et de services.

Les actions de Trump et de Musk semblent inconstitutionnelles ou illégales et ont fait l'objet de contestations juridiques de la part des gouvernements des États, des organisations de citoyens et des syndicats. Au cours des deux dernières semaines, les premières manifestations nationales de grande ampleur ont également eu lieu.

Des actions en justice

Trump et Musk ont brandi des haches, des boulets de démolition et des bulldozers dans divers bureaux gouvernementaux. Le département de l'efficacité gouvernementale de Musk est censé s'attaquer au « gaspillage, à la fraude et aux abus », mais Trump a licencié 18 inspecteurs généraux dont le travail consistait précisément à surveiller le gaspillage, la fraude et les abus. Plusieurs d'entre eux ont intenté une action en justice en affirmant que l'action de Trump était illégale.

L'équipe de Musk, composée de techniciens dans la vingtaine, s'est emparée du département du Trésor et de toutes ses données sur les finances personnelles provenant de l'Internal Revenue Service et de l'Administration de la Sécurité sociale. Plusieurs États ont intenté des poursuites et les tribunaux ont temporairement interrompu la prise de contrôle. Trump et Musk se sont également efforcés de fermer un certain nombre d'agences qui protègent les fonctionnaires et les autres travailleurs. Ils ont pris le contrôle et licencié des

employés du Whistleblower Protection Office, du National Labor Relations Board, du Merit Systems Protection Board, de l'Equal Employment Opportunity Commission et du Privacy and Civil Liberties Oversight Board. Les tribunaux ont ordonné la réintégration de certains de ces travailleurs.

Déréglementation

Trump et Musk ont soudainement et sans ménagement licencié 20 000 fonctionnaires, mais ils ont 200 000 employés en ligne de mire. En agissant si rapidement et si imprudemment, ils ont bêtement licencié puis dû réembaucher des travailleurs, tels que les vétérinaires travaillant sur l'épidémie de grippe aviaire et d'autres employés s'occupant de la sécurité des armes nucléaires. Les syndicats ont intenté un procès, mais le juge a déclaré qu'il

n'avait pas autorisé parce qu'il s'agissait d'une affaire de travail et leur a dit de porter l'affaire devant l'Autorité fédérale des relations de travail (Federal Labor Relations Authority), dont Trump vient de renvoyer la présidente.

Comment Trump et Musk justifient-ils ce qu'ils font ? Les conservateurs considèrent depuis longtemps que les agences gouvernementales — à l'exception de l'armée et de la police — n'ont généralement aucune utilité. Les programmes sociaux destinés aux enfants, aux personnes âgées, aux handicapés et aux pauvres sont non seulement inutiles, mais pernicieux, car ils sapent l'initiative individuelle. Enfin, les réglementations gouvernementales étouffent les entreprises privées. Trump et Musk peuvent sembler être des anarchistes de droite opposés à tout gouvernement, mais en réalité, ils veulent

un gouvernement qui réduise leurs impôts et garantisse leurs profits. Leurs motivations ne sont que trop transparentes et certains de ceux qui ont voté pour Trump ont commencé à se réveiller.

Première étape d'une riposte sociale

Deux grandes manifestations nationales représentent la première étape d'une réponse massive de la classe ouvrière. Le 17 février, jour du président, des milliers de personnes se sont rassemblées dans de grandes et petites villes du pays sous la bannière « *Pas de roi le jour du président* ». J'ai rejoint une manifestation de quelques centaines de personnes devant le bâtiment administratif du comté de San Diego, en Californie, où de nombreux discours et pancartes avaient un ton plutôt patriotique, défendant la démocratie américaine contre les dictateurs Trump et Musk.

Une semaine plus tard, des travailleurs fédéraux de toutes sortes ont manifesté lors d'une trentaine de rassemblements : « *Sauvez nos services* » dans des villes du pays, la plupart dans des installations fédérales, mais aussi dans les bureaux de SpaceX de Musk et dans ses salles d'exposition Tesla. « *La seule façon de s'en sortir est que la main-d'œuvre fédérale en première ligne lance un appel au mouvement syndical dans son ensemble, descende dans la rue et fasse de cette situation une crise politique qu'elle ne peut pas gérer* », a déclaré à *Labor Notes* Chris Dols, président de la section 98 de la Fédération internationale des ingénieurs professionnels et techniques, qui travaille pour le Corps des ingénieurs de l'armée de terre. Et il a raison.

Dan La Botz, traduction par la rédaction



ARGENTINE Milei, la crypto-arnaque présidentielle et la crise de légitimité

Le 14 février, le président argentin Javier Milei a utilisé son compte Twitter/X pour promouvoir \$LIBRA, une cryptomonnaie récemment créée. Le tweet — immédiatement relayé par sa sœur Karina (secrétaire générale de la présidence et figure clé de *La Libertad Avanza*, le parti présidentiel) ainsi que par une armée d'« influenceurs » proches du gouvernement — a permis de propulser l'actif numérique.

l'ex-président Mauricio Macri — a bloqué même la création d'une commission d'enquête, dans un épisode qui montre avec clarté la corruption politique. Puis le sénateur qui a présenté le projet de commission d'enquête a plus tard voté contre ! En même temps, la justice locale (alliée des élites) traite la plainte avec une lenteur calculée pour favoriser son abandon. Le véritable risque judiciaire pour Milei émerge aux États-Unis : un tribunal fédéral a accepté l'affaire et regroupe déjà 300 plaignantEs, ouvrant la voie à un procès aux conséquences potentiellement graves pour le président en exercice. Ce scénario met en lumière une paradoxale ironie : la même globalisation financière que le libéralisme célèbre pourrait devenir son piège, en internationalisant les responsabilités pénales.

Vers un point de bascule ?

Le scandale révèle l'hypocrisie d'un projet qui prêche le « *minimalisme étatique* » tout en utilisant ses ressources symboliques (et, soupçonne-t-on, matérielles) à des fins

d'enrichissement privé. Mais son importance stratégique est plus grande encore : il met à nu le point faible du libéralisme, dont la rhétorique anti-élite entre en contradiction avec une pratique de concentration du pouvoir et des richesses.

La question cruciale est de savoir si les forces opposées — syndicats, mouvements sociaux et une opposition politique fragmentée — sauront capitaliser sur ce mécontentement. Le risque, face à leur dispersion actuelle, est que le gouvernement parvienne à réorienter le récit vers sa cible favorite : « *la caste qui cherche à éliminer un leader disruptif* ».

La fenêtre d'opportunité est étroite, mais bien réelle : le discours libertarien présente des fissures. Transformer cette faille en une brèche dépendra de la capacité à articuler non seulement la dénonciation, mais aussi une alternative crédible.

L'histoire montre que même les consensus les plus solides peuvent s'effondrer lorsque les masses populaires entrent en mouvement.

Nicolas Menna

Développer une agriculture paysanne et

SORTIR DU MODÈLE CAPITALISTE



Nous devons stopper la fuite en avant du productivisme et du chacun pour soi où la vie humaine et animale perd sans cesse de sa valeur. Les éleveurs deviennent des pions. Les animaux deviennent des objets marchands. Au toujours moins cher, il ne restera plus rien. Le capitalisme est un gouffre sans fin. Les plus faibles, les sans-voix trinquent en premier, et nos compagnons non humains sont en première ligne. Leur nombre augmente sans cesse, leur vie n'est plus rien. Le suicide des paysanNEs leur fait écho. Un nouvel équilibre est nécessaire. Pour un avenir de tous les vivants, du plus humble au plus fort, faisons le choix d'un écosocialisme. **Par la Commission nationale écologie.**

Crise et colère agricoles

En France, la «révolte des tracteurs» fin 2023, n'a pas trouvé de solution et a ressurgi fin 2024 face à la menace d'un accord de libre-échange Union européenne-Mercosur.

L'agrobusiness s'insurge contre le Mercosur

Derrière ces mouvements, un même problème : le besoin des paysanNEs de pouvoir vivre décemment de leur travail. Or la FNSEA, la Coordination rurale et les gouvernements ont préféré dénoncer les normes environnementales françaises et européennes qui créent une situation de concurrence défavorable avec les pays à bas coûts, comme si l'écologie était le problème.

La FNSEA, la Coordination rurale et les gouvernements ont préféré dénoncer les normes environnementales françaises et européennes comme si l'écologie était le problème

Aujourd'hui, ils s'insurgent des conséquences des accords qu'ils ont pourtant contribué à nouer par le passé. Selon un rapport de l'Assemblée nationale de 2023, l'UE aurait signé 42 accords de libre-échange avec 74 États. On peut donc s'étonner de son opposition à celui avec le Mercosur.

Tout cela n'est que l'indignation opportuniste, tardive et sélective d'un État



qui a toujours défendu les intérêts de l'agrobusiness, aux dépens de celui des travailleurEs.

Concentration et inégalités

Cette logique transparait aussi dans la PAC (Politique agricole commune). De fait, le soutien aux prix des produits a laissé place à des subventions basées sur la taille de l'exploitation, soutenant principalement les grandes exploitations, mécanisées. Résultat de cette politique, une concentration des structures faisant passer, entre 1990 et 2010, le nombre d'exploitations de 1 million à 500 000 et de 2 millions de travailleurEs agricoles à 1 million. Actuellement, d'importantes inégalités subsistent : les 10% des plus riches vivent avec au moins 44 600 euros par an tandis

que les 10% les plus pauvres gagnent moins de 10 900 euros annuels. En 2019, 26% des agriculteurEs vivaient sous le seuil de pauvreté, selon l'Insee. Il est donc impossible pour de nombreux paysanNEs français de vivre uniquement des revenus de leur production. Par ailleurs, la colère est amplifiée par la surreprésentation des paysans parmi les victimes de cancers, sans aucun doute liée à l'usage intensif de pesticides, et par les aléas climatiques de plus en plus nombreux et violents chaque année. Enfin, le monde paysan se trouve aujourd'hui pris entre deux injonctions contradictoires : un impératif de productivisme qu'ils ont acquis dans les lycées agricoles et une injonction par la société civile d'une «agriculture verte».



Nos propositions

Changer le système agricole productiviste dopé à la pétrochimie, destructeur d'emplois et aggravant la crise écologique, est une nécessité.

Nous avons besoin d'une agriculture paysanne à taille humaine, créatrice d'emplois et rémunératrice, produisant des aliments de qualité, soutenant le vivant. Cette alternative est un rempart contre les bio-agresseurs et contre le changement climatique. Pour cela, nous préconisons :

1. d'offrir aux paysanNEs et aux travailleurEs de l'agroalimentaire de meilleures conditions de travail et de revenus ;
2. de développer des circuits courts de production, de transformation et de distribution, avec des ateliers de fabrication et des marchés locaux sous le contrôle des producteurEs, pour permettre la reconstitution d'un tissu économique de proximité détruit par les industries agroalimentaires et la grande distribution ;
3. de reconstituer des ceintures vivrières autour des villes, pour combattre l'artificialisation des sols et permettre aux urbains de se reconnecter avec les rythmes naturels des productions ;
4. de nourrir sainement les populations avec des produits bio et écologiques. Ni hectares de serres chauffées de légumes bio, ni productions ou élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles malmenéEs, ni élevages hors-sol dont les aliments proviennent de l'autre bout du monde ;
5. de réduire fortement la consommation de viande ;
6. d'utiliser des produits locaux sains dans la restauration collective ;
7. d'instituer un autre mode de gestion du foncier, coopératif, traitant la terre comme un bien commun associant droit d'usage et devoir de prendre soin ;
8. de développer la formation professionnelle agricole initiale et continue, pour favoriser les reconversions et tenir éloignés les lobbys de la pétrochimie ;
9. de développer la recherche où paysanNEs et chercheurEs travaillent ensemble.

L'élevage paysan

Bâtir une alternative à l'agro-industrie est une tâche immense. La Confédération paysanne s'y emploie au sein de Via Campesina. L'agriculture paysanne qui se décline en élevage paysan.

Cela repose sur une charte qui définit «une agriculture productrice de biens marchands et non marchands dans l'intérêt de la société» et dix principes, parmi lesquels : une répartition planifiée des volumes de production afin de permettre au plus grand nombre de vivre du métier, la solidarité avec les paysanNEs du monde, le respect de la nature et des ressources, une garantie de qualité gustative et sanitaire, le maintien de la diversité animale et végétale.

Un autre élevage est possible

Un tel modèle alternatif à l'élevage industriel mettrait fin aux échanges mondialisés tant pour la nourriture du bétail venant d'Amérique latine, souvent issue de monocultures dévastatrices pour les sols, souvent OGM et affamant les populations, que pour le commerce mondial des animaux réduits à une simple matière première.

Consommer moins de viande

Il s'agit pour les éleveurs de «donner du sens à l'élevage en tant que relation humain-animal» et faire de leur métier une «partie intégrante de la nature et des écosystèmes»¹. Cela suppose des fermes à taille humaine, qui cultivent elles-mêmes les aliments pour leurs bêtes et leur offrent des conditions de vie dignes — remettre les vaches sur l'herbe et les cochons sur la paille, dit-on au CEDAPA (Centre d'études pour un développement agricole plus autonome)² — qui valorisent des filières d'abattage distinctes de l'industrie. Vers un service public d'abattage paysan, à échelle humaine, contrôlé par les paysanNEs eux-mêmes, sans course au tonnage, sans cadences imposées, au sein duquel on mettrait «en exergue le respect des animaux, à travers des pratiques limitant les stress et évitant toute souffrance inutile»³. Cela n'est compatible qu'avec une réduction drastique de la consommation de viande.

1 - charte-agriculture-paysanne.pdf

2 - <https://www.cedapa.com/>

3 - <https://www.abattagespaysans.fr/>

LICENCIEMENTS «À Lubrizol, c'est un plan de saccage de l'emploi»

Entretien. Les salariéEs de Lubrizol se sont mis en grève le 18 février. Quelques éléments avec **Pascal Tailleur**, syndicaliste CGT dans la chimie à Rouen.

Lubrizol a annoncé un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) le 12 février...

Je dirais plutôt un plan de saccage de l'emploi. 169 postes supprimés entre le site de Rouen et celui du Havre, dont l'essentiel, 145 postes, sur le site de Rouen. Deux des cinq unités qui ferment à Rouen vont être partiellement déplacées au Havre.



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Pour quelles raisons ?

Le fric. Il leur en faut toujours plus. Parce qu'ils ont encore fait l'an dernier 300 millions d'euros. Warren Buffet, 8^e fortune mondiale, c'est le patron historique de Lubrizol. Un archi-millionnaire. Ils n'en ont jamais assez, quoi. Il profite de l'effet d'aubaine où les plans de saccage de l'emploi n'ont jamais été aussi nombreux. Des postes vont être supprimés dans la production qui va être en partie déplacée au Havre, mais surtout dans les fonctions supports (douane, comptabilité, service clients), des métiers qui se mobilisent moins en général.

Les mêmes raisons qui ont conduit aux négligences et à l'incendie du 26 septembre 2019. Qu'en disent les salariéEs ?

Les salariéEs pensent que non seulement ils ont été mis en danger lors de l'incendie. On leur a pourri leur usine, et maintenant on veut les virer.

Comment se passe la grève ?

Lubrizol produit pour le secteur du pétrole des additifs pour l'essence, le diesel, des lubrifiants moteurs et industriels. Après une semaine de grève, ça commence à coïncider du côté de chez TotalEnergies qui a organisé une réunion d'urgence. La question qui se pose, après que les négociations ont été repoussées au 6 mars, c'est de savoir si on continue ou non la grève. Bien sûr, comme à chaque fois, il y a la question de savoir si on se bat pour garder son emploi ou pour les indemnités extralégales, comme le font certains syndicats comme la CFDT, la CGC. Nous, à la CGT, on essaie de faire bouger les choses pour conserver les emplois, pour l'interdiction des licenciements. Au Havre, le rapport de forces est plus important, mais on ne peut pas faire à la place des salariéEs eux-mêmes. À suivre...

Propos recueillis par la rédaction



LA RETRAITE À 60 ANS... On peut la financer, n'en déplaise à la Cour des comptes!

La meilleure façon de financer les retraites, c'est d'augmenter les salaires et d'embaucher, pour augmenter les cotisations sociales! Et si besoin de majorer le taux de cotisation « dite patronale » en fonction des besoins!

L'abandon de la réforme des retraites était la ligne rouge exigée par le PS pour laisser passer la super austerité des budgets de l'État et de la Sécu : une baisse de 32 milliards d'euros ! Le PS a sauvé le gouvernement en ne votant pas la censure, mais le seul os à ronger que lui a laissé Bayrou, c'est une mission flash de la très libérale Cour des comptes sur les retraites et un conclave des partenaires sociaux de tous les dangers.

Le patronat avance à peine masqué son souhait de mettre sur la table des négociations trois jours de travail gratuit, la retraite à points où la valeur du point dépend à chaque instant de la bonne santé du capitalisme, et le transfert vers la CSG, l'impôt le plus injuste. Sans oublier la capitalisation, où tous les jours nos retraites sont jouées au casino de la Bourse, avec le risque de tout perdre lors d'une crise financière, comme les travailleurEs anglais ont pu en faire la triste expérience lors de la crise des subprimes. Une capitalisation qui coûterait d'ailleurs 2 milliards d'euros au budget de l'État, du fait des multiples exonérations qu'il faudrait compenser !

Les oublis de la Cour des comptes

Alors que des millions de personnes étaient dans la rue contre l'allongement de l'âge de la

retraite, la Cour des comptes « oublie » de chiffrer les impacts financiers d'un retour aux 62 ans ! De même que le conclave gouvernemental « oublie » d'inviter la FSU et Solidaires ! Piètre consolation, le rapport souligne le fort décrochage du niveau de vie à venir des retraitéEs par rapport aux actifs, et, contre Bayrou, affirme que les fonctionnaires ont un régime moins favorable que celui des salariéEs du privé et qu'il n'y a pas de surcoût du régime des fonctionnaires. Au passage, il désavoue Bayrou et son déficit caché des retraites à 55 milliards d'euros, l'estimant à seulement 15 milliards en 2035 !

Un point de cotisation en plus, c'est 4,8 à 7,6 milliards de recettes !

La Cour note que la majoration du taux de cotisation d'un point rapporterait entre 4,8 milliards et 7,6 milliards d'euros par an, avec effet immédiat ! Mais inquiète d'une telle hardiesse, la Cour enterre immédiatement cette solution, qui selon elle supprimerait 57 000 emplois. En revanche, elle a « oublié » de chiffrer l'effet récessif de la désindexation des pensions sur l'économie. Une asymétrie qui souligne bien de quel côté penche le cœur de Pierre Moscovici et de la Cour des comptes.

La Caisse nationale d'assurance vieillesse et la Sécu sont malades des salaires bloqués et du chô-



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

mage qui la privent de recettes. 100 000 chômeurEs en moins, c'est près de 2,4 milliards d'euros de recettes en plus ! 1% d'augmentation des salaires représente autour de 4,9 milliards d'euros de cotisations en plus ! Elles sont malades des inégalités salariales hommes-femmes, alors que le Haut Conseil à l'égalité a pu calculer que cette égalité ferait rentrer 5 milliards d'euros dans les caisses de la Sécu. Elle est malade des exonérations de cotisations sociales : 83 milliards d'euros l'an passé, dont quelques milliards non compensés par l'État.

Un financement socialisé et des besoins définis démocratiquement

Nous voulons le financement intégral des dépenses sociales par les cotisations sociales, qui sont une

part de notre salaire, le salaire socialisé. Les cotisations dites « salariales » amputent le salaire, elles doivent être converties, ainsi que la CSG, en cotisations dites « patronales ». Nous voulons le paiement des cotisations sociales en pourcentage du salaire pour tous les assuréEs, sans exclusive. La CSG exonère le patronat d'une partie toujours plus importante du financement de la Sécu, elle pèse à plus de 90% sur les salariéEs, les chômeurEs, les retraitéEs.

Pour la retraite à 60 ans pour toutes et tous, à taux plein, avec 37,5 années de cotisations, et à 55 ans pour les métiers pénibles, il faudra autre chose que des conlaves, il faudra retourner dans la rue pour y censurer Bayrou et sa politique !

Frank Prouhet

SOCIAL La culture organise la riposte

Alors que quelques signaux d'alarme avaient déjà mobilisé le secteur culturel et associatif ces derniers mois, dans la région Pays de la Loire et plus récemment dans l'Hérault, le budget ultra-austérioritaire adopté il y a quelques semaines, associé à un climat politique et médiatique fascisant, renforce l'urgence d'une mobilisation.

Depuis quelques semaines, le secteur culturel se met en ordre de marche. De l'avis général, la diversité des profils dans ce début de mobilisation est inédite. Outre les artistes et technicienNEs du spectacle vivant et de l'audiovisuel, les artistes auteurEs sont présentEs en nombre, tout comme les étudiantEs et professeurEs des écoles d'art et de filières artistiques. Il faut également noter la présence de travailleurEs habituellement peu présentEs ou invisibles dans nos mobilisations comme les travailleurEs de l'édition, les restaurateurEs d'art, les accrocheurEs et les guides-conférencierEs. Par ailleurs, les professeurEs des écoles, collèges et lycées rejoignent également petit à petit ce mouvement.

Austérité, précarité et chasse aux pauvres

Cela est dû aux nombreux coups de boutoir donnés à des dispositifs devenus essentiels à notre survie. Tout d'abord, le gel de la part collective du Pass Culture qui remet en cause la majorité des projets d'interventions scolaires

jusqu'à la fin 2025. Certaines structures, parmi lesquelles les plus modestes, voient la quasi-intégralité de leurs dates annulées de ce fait. Ensuite, l'incertitude de la prolongation du Fonpeps (Fonds d'aide à l'emploi dans le spectacle vivant). Mis en place en 2016, il

permet aux petites compagnies d'avoir une partie des salaires de leurs artistes pris en charge. Ce dispositif est essentiel pour lutter contre le travail gratuit. Son maintien n'est pas garanti au-delà de juin 2025. Enfin, outre ces dispositifs directement liés au secteur

culturel, la réforme du RSA et l'abaissement du seuil de TVA pour les auto-entrepreneurEs concernent directement nombre d'entre nous, en premier lieu, les artistes auteurEs qui n'entrent pas dans les annexes de l'intermittence, mais aussi les métiers de la culture qui ont été externalisés au fil du temps : les restaurateurEs d'art et les guides-conférencierEs sont minoritaires à être salariéEs.

Rassembler le 20 mars

Depuis deux semaines, des assemblées générales et actions ont lieu un peu partout en France. Pour y prendre part, rapprochez-vous des syndicats actifs dans ce mouvement (CGT spectacle, SNAPCGT, SNAM-CGT, Sud-Solidaires Culture, CNT-FO Culture). Comme après la période Covid, la question d'occuper nos lieux de travail se pose. À Paris, une convergence est en train de se créer avec les jeunes mineurs isolés occupant la Gaîté Lyrique. Les autorités entendent les expulser au nom de la culture, nous refusons que cette répression se fasse en notre nom ! Une grève est prévue le 20 mars prochain. Pour qu'elle soit réussie, nous devons emmener avec nous le plus de monde possible et notamment les travailleurEs moins précaires que nous.

Estelle Menu

LA FIN DU PASS CULTURE DANS LES ÉCOLES



CHARMAG

Culture

MUSIQUE **Si on sombre ce sera beau, de Solann**

CD Album, Cinq 7, 2025, 13 titres, 16,99 euros.

Solann Lis-Amboyan a des choses à dire. Elle parle de ses «petites névroses». Pour certaines, elle les susurre en musique, quand elle en assène d'autres avec force. Solann n'a pas peur de jeter à la face du monde ses fragilités, Solann ne craint pas de clamer qu'elle ne se laissera pas faire. Elle est jeune, fragile, femme, forte et en(r/g)agée. Solann a remporté une Victoire de la musique (a-t-on déjà célébré un tel trophée dans ces colonnes?), mais il semble que pour elle la véritable victoire soit la musique elle-même, que la création (elle écrit et joue du théâtre, aussi) lui donne la force d'affronter la vie.



Pour les femmes

Écouter Solann, c'est vrai que ça fait du bien, que c'est agréable, que cela peut accompagner les gestes de la vie... Mais écoutez, vraiment, Solann, pour en ressentir, d'abord la force, la puissance, puis pour en dégager la pertinence sensible. Solann chante pour Solann, mais Solann chante pour les filles, Solann chante pour les femmes, pour dire leur douleur et aussi leur colère, leur détermination, leur rage même! Solann chante contre le patriarcat, et affronte bravement les quolibets, les insultes, que certains déversent sur les rézosocios à son rencontre

La rage douce...

Le morceau qui tourne en boucle sur les radios, «Rome», est maintenant connu et largement commenté. La plume peut donc s'attarder sur ses autres titres, à l'éclectisme assumé — *je vous présente ma chambre*, plaisante-t-elle — comme l'énigmatique et symphonique «Mayrig» ou «Insomnie», sur lequel Solann s'accompagne au ukulélé, l'instrument préféré des enfants de divorcés, dit-elle. Ou encore «Noctambule» qui clame que «*de nuit les gens sont beaux*». Plus tonique, «Comme les animaux», plus suave, à l'ironie mordante dans «Appelle-moi sorcière». «Les draps» contiennent bien Solann, qui disent par des mots bien choisis, tout en douceur, le drame, la tragédie.

Mention spéciale pour le très brûlant «Tout cramer», qui pourrait servir d'hymne, dans la situation politique actuelle, désespérée mais forte de potentialités émeutières: «*faudrait tout cramer, j'vois qu'ça!*»

Claude Moro

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

RÉCIT **Mon vrai nom est Elisabeth, d'Adèle Yon**

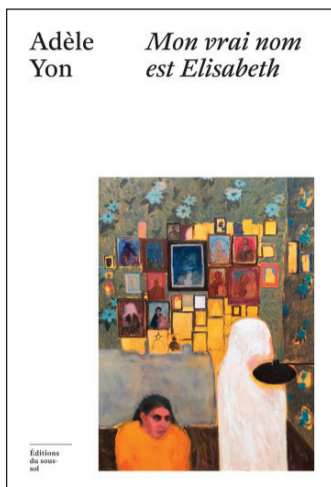
Éditions du sous-sol, 2025, 400 pages, 22 euros.

Adèle Yon, sur près de 400 pages, nous entraîne dans le tourbillon de la recherche, de l'enquête, du récit, aux confins du roman que n'est pas son livre. Impossible de lâcher l'ouvrage tant que l'on n'a pas la solution de l'énigme.

Une plume alerte et belle

L'auteure combine la profondeur de l'universitaire, la rigueur de l'archiviste, le flair de l'enquêtrice, l'empathie de la fille/petite-fille/arrière-petite-fille, la détermination de la femme, à la patte d'une autrice qui anime — ou qu'anime — une plume alerte et belle.

La construction du livre évoque un chemin au bout duquel il n'est pas concevable de ne pas aller, d'un seul élan, lecteurE toujours avide de découvrir la réalité que cache le prochain virage, le paysage que dévoilera le sommet à venir. Mieux, ce chemin est le parcours même qu'emprunte Adèle



Yon à la recherche des siens, de leur/de son, histoire familiale. L'apprentissage de la trace, de la fausse piste — qui finalement n'en est peut-être pas une, du moins pas complètement! À condition de se mettre en mode veille, de se préparer à tout capter des documents, de ceux qui les confient — ou pas —, de se préparer à regarder

un peu ailleurs, à anticiper le pas de côté, à jouer le jeu de ses interlocuteurEs qui en retour ont tant à donner.

Suis-je folle?

Au départ, cette question: suis-je folle? Pourrais-je l'être? Que peut-on trouver dans cette famille qui évoque une prédisposition? Où chercher, comment interpréter, tel silence, tel évitement? Et ce suicide? Suis-je folle, destinée à le devenir. Comme certaines des filles de cette famille le seraient, par nature, par essence? Une réflexion passionnante sur la famille et ses secrets, les failles des unes et des autres, de génération en génération, les coffres-forts où sommeillent les clés de notre psychisme profond... Suis-je folle ou est-ce la famille qui enferme et qui rend folle? Ou alors une introspection de la vie en couple — suis-je folle ou est-ce le couple enfermant qui me rend folle?

Une plongée dans l'univers de la psychiatrie de grand-papa, avec sa barbarie, la violence de la lobotomie, des électrochocs, de la camisole, des médocs, l'enfermement à durée indéterminée, à perpétuité ou se comptant en décennies. Le basculement dans un univers thérapeutique conçu pour détruire tout ce qui entretient la rébellion, la soif de liberté, ce complice — agent! — de la domination de la bourgeoisie patriarcale. Portée par la douleur qui lui noue les tripes — est-ce la douleur qui rend folle? — Adèle chemine vers la découverte de la souffrance des siennes, au passé et au présent, la douleur qui serait le lot des femmes, fussent-elles les femmes de la bourgeoisie, invitées à se taire, à faire profil bas, à faire allégeance, pour peu que cela suffise à leur permettre, malgré tout, de vivre. Et si je n'étais pas folle?

Claude Moro

Vie du NPA l'Anticapitaliste

Une semaine «Rouge» à Bordeaux

Le fond de l'air était rouge le soir du lundi 17 février dernier au cinéma Utopia à Bordeaux. La projection du film *Rouge* suivie d'une discussion avec Olivier Besancenot et Philippe Poutou, Nico Dix et Jean-Marie Canu, a fait salle pleine. La soirée a rassemblé 180 personnes, jeunes et anciens, dont nombre avaient distribué le quotidien *Rouge* sur les marchés et les lieux de travail tous les matins.

Une histoire d'engagement

L'échange qui a suivi le visionnage du documentaire a fait ressortir moins la nostalgie que le besoin d'entendre une belle histoire d'engagement, ainsi que l'envie de retrouver la confiance dans la lutte et notre capacité à nous organiser et militer dans un contexte qui s'assombrit. Le débat a tourné autour de la crise écologique, le féminisme, la menace fasciste ou la Palestine: autant de sujets prégnants aujourd'hui dont *Rouge* s'était déjà emparé hier. Une agréable soirée organisée par le comité NPA Bordeaux, avec la présence de nombreux jeunes camarades de la gauche locale, qui a lancé une semaine bien chargée de luttes.



Des éduc aux étudiantEs

Le lendemain, nous étions présents au rassemblement des grévistes du travail social, l'édu-



NPA-L'ANTICAPITALISTE

cation spécialisée et la protection de l'enfance. Les coupes budgétaires, les suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail font

des ravages dans un secteur largement jeune et féminisé, toujours plus précarisé. Plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées et ont fait entendre la colère jusqu'à l'intérieur de l'Hôtel de Bordeaux Montaigne du département de la Gironde.

Mercredi, les étudiantEs de Sciences-Po Bordeaux ont bloqué leur établissement pour dénoncer l'austérité, suiviEs le soir même par leurs collègues de la fac de Bordeaux Montaigne qui ont répliqué le blocage de leur côté. Enfin, le jeudi matin nous étions avec les centres sociaux en grave difficulté, puis, le soir, toujours présentE pour exiger la

libération de Georges Ibrahim Abdallah. À croire que le printemps arrive plus tôt que prévu!

Koldo Mendi



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Voir la vie en Rouge dans le Tarn-et-Garonne

Le jeudi 20 février, le comité de Montauban du NPA-l'Anticapitaliste a organisé la projection, suivie d'un débat, du film *Rouge*, au cinéma La Muse à Bressols. L'objectif était de sensibiliser un maximum de monde sur la campagne de souscription pour l'achat de notre local. Nous avons installé une table de presse, avec l'hebdo, le mensuel, les flyers de souscription et des autocollants. Nous étions une trentaine de personnes, militantEs politiques, syndicales ou du réseau associatif, sympathisantEs, mais pas uniquement. Quelques spectateurEs ne faisaient pas partie du tissu militant connu dans notre département.

Toujours autant de raisons de se battre

Après une rapide présentation du film précédant la projection, un débat a clos la soirée. ChacunE a pu s'exprimer, partager ses impressions après le visionnage du film: touTEs ont salué le courage et le sacrifice des camarades qui ont participé à cette incroyable aventure! Il est clair que l'époque (la France de Giscard) n'était pas la même qu'aujourd'hui, la capacité à mobiliser, non plus. N'avons-nous pas finalement autant de raisons de nous battre de nos jours? La discussion a permis un rappel des souvenirs des témoins de cette époque au cours de

laquelle certainEs camarades présentEs dans la salle pouvaient acheter le quotidien *Rouge* à Toulouse. Le débat s'est vite orienté sur la situation politique actuelle, les choix des (anciens?) partenaires du Nouveau Front populaire, et la bataille des idées, le combat le plus important que nous avons encore à poursuivre. Cependant, afin de pouvoir mener à bien la diffusion de nos valeurs, des outils sont indispensables. Notre journal *l'Anticapitaliste* en est aujourd'hui un bel exemple et ce film y aura contribué. Nous avons conclu la soirée par un appel à souscription et à nous rejoindre lors de la manifestation pour la Journée de lutte pour le droit des femmes, le 8 mars à 11 heures au Kiosque à Montauban.

Maud Jusnel



NPA-L'ANTICAPITALISTE

IV^e INTERNATIONALE « Il s'agit d'un Manifeste écosocialiste, un Manifeste du marxisme révolutionnaire d'aujourd'hui »

Entretien. La IV^e internationale qui tient son congrès en février 2025 discutera de « Rompre avec la croissance capitaliste, pour une alternative écosocialiste » autour d'un Manifeste du marxisme révolutionnaire à l'ère de la destruction écologique et sociale. Nous avons demandé à **Christine Poupin** de nous en dire plus sur ce manifeste.

Comment a germé l'idée de ce manifeste, et comment a-t-il été élaboré ?

En juin 2018, lors d'une réunion du Bureau, un camarade a dit que nous devrions travailler à un projet de société future. J'ai rarement vu une proposition emporter une telle adhésion. Le manque d'un horizon enthousiasmant est si criant que cette proposition est apparue comme une évidence, et le chantier s'est ouvert. Le Comité international de 2019 a discuté d'une « Proposition pour un débat programmatique » et a décidé de poursuivre largement et publiquement le débat. Courant 2020, trois commissions — sur l'écologie, les questions LGBTIQ et l'oppression des femmes et le féminisme — ont produit chacune une contribution sur le type de société que nous voulons. Un groupe de travail s'est ensuite constitué pour s'atteler au travail de rédaction. Premier plan, premières rédactions des différentes parties, échanges avec des scientifiques... Un travail de plusieurs mois débouche sur une première « Contribution à l'élaboration d'un programme écosocialiste dans le cadre de la nécessaire réduction de la production matérielle globale » qui est adoptée comme base de travail par le Comité international de février 2022. C'est désormais un texte global dans lequel « le monde pour lequel nous nous battons » occupe une place importante. Le travail se poursuit — rapport en octobre 2023, changement de plan, changement de titre... — pour aboutir à une version « provisoirement définitive » adoptée par le Comité international de février 2024. C'est cette version qui, traduite en français, anglais, castillan, arabe, portugais... est discutée dans les différentes sections. Discussions qui donnent lieu à de nombreux amendements, apportant précisions, nuances, compléments. Un nouveau travail d'enrichissement du document aboutit au texte qui est soumis au vote du Congrès mondial de février 2025.

À partir de là, le Manifeste entame une nouvelle vie, publique, car nous souhaitons qu'il soit largement débattu bien au-delà des rangs de la Quatrième internationale.

Quelle est l'importance d'un tel texte, et quel est son objectif pour la IV^e Internationale ?

Je pense que ce texte est très important pour la IV^e Internationale, et au-delà. Juste une première précision :



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Nous avons besoin de mieux comprendre le monde et les multiples crises qui le secouent, et de construire un programme de revendications qui pose la question du pouvoir

ce n'est pas un texte « écolo ». Nous avons déjà adopté des textes importants sur l'écologie au 15^e congrès en 2003 avec « Écologie et socialisme » et au dernier congrès en 2018 avec « La destruction capitaliste de l'environnement et l'alternative écosocialiste ». Là, c'est autre chose ; c'est véritablement un Manifeste écosocialiste, un Manifeste du marxisme révolutionnaire d'aujourd'hui. Dire « aujourd'hui », cela signifie dans une situation qui est surdéterminée par la menace de cataclysme que le bouleversement climatique fait peser sur l'humanité. Et cela conditionne notre programme, notre projet.

Dès l'intro, le texte donne le cadre et le niveau de l'enjeu. Notre époque est celle d'une double crise historique : la crise de l'alternative socialiste face à la crise multiforme de la « civilisation » capitaliste. L'objectif est bien de contribuer à répondre à cette crise de l'alternative. D'y contribuer à partir des acquis historiques de notre courant, marxiste, révolutionnaire, anti-bureaucratique et de ses actualisations inspirées des luttes sociales et écologiques, et des réflexions critiques anticapitalistes qui se développent dans le monde.

Nous sommes convaincuEs que la révolution est plus que jamais nécessaire, non seulement pour mettre fin à l'exploitation, aux oppressions, à la domination du capital sur nos vies, mais aussi pour « tirer le frein d'urgence » et sauver l'humanité d'une catastrophe écologique sans précédent dans l'histoire humaine. Mais nous sommes

aussi convaincuEs aussi qu'il ne suffit pas de dire « une seule solution la révolution » (même si c'est vrai !) ... Nous avons besoin de mieux comprendre le monde et les multiples crises qui le secouent, et sur cette base de construire un programme de revendications à partir des besoins et des exigences des exploitésEs et des opprimésEs, un programme qui inévitablement pose la question du pouvoir, qui dirige ? qui possède ? Un programme pour aider à agir, car nous savons que c'est dans l'action, dans l'auto-organisation que se construisent l'envie, la force et la conscience de pouvoir changer le monde.

Dans notre vocabulaire, on appelle cela la démarche de transition. Rien que de très classique ! Mais elle doit absolument être réactualisée dans son contenu pour répondre aux menaces et aux défis globaux posés par la crise écologique.

L'existence de ce manifeste exprime-t-il un changement de période, au sens léniniste, et/ou un changement de paradigme politique pour la IV^e Internationale ?

Deux fois oui ! Le monde est à un moment de bascule. Comme le dit notre camarade Daniel Tanuro : « Il est trop tard pour éviter la catastrophe, il s'agit d'empêcher qu'elle se transforme en cataclysme. L'enjeu est la soutenabilité physique de l'espèce humaine sur la seule planète vivable du système solaire ».

Le bouleversement écologique n'est pas une manifestation parmi d'autres de la crise historique du capitalisme. Il est au cœur des contradictions insurmontables de ce système, qu'il aggrave tout en étant aggravé par ces contradictions.

Il ne s'agit donc plus seulement d'intégrer l'écologie dans quelques chapitres de notre

La décroissance n'est ni un programme ni un projet de société, mais une décroissance juste doit imprégner tout notre programme

programme mais de faire du respect des équilibres écologiques de la planète son fil conducteur. Nous utilisons le terme « écosocialisme » depuis longtemps déjà, mais nous avons besoin d'en tirer toutes les implications. La décroissance de la consommation globale d'énergie, donc la décroissance de la production matérielle et des transports, est une contrainte physique incontournable. La décroissance n'est ni un programme ni un projet de société, mais une décroissance juste, tenant compte des responsabilités différenciées et des conséquences inégales, doit imprégner notre programme, tout notre programme.

Il s'agit aussi d'intégrer pleinement les apports du féminisme sur la place de la reproduction sociale et de mettre le soin aux humains et au vivant au centre. L'obligation de rompre avec le tout-productivisme, qui a imprégné et imprègne encore le mouvement ouvrier, a aussi des implications stratégiques. Nous devons partir des luttes écosociales existantes, pour gagner la participation des salariéEs et les arracher à l'hégémonie productiviste du capital, ce qui est un enjeu décisif. Ainsi, les luttes antiproductivistes et contre toutes les oppressions ne sont pas à côté des luttes contre l'exploitation mais font partie de la lutte des classes vivante. Tel est le sens de ce projet de Manifeste. Faire vraiment de l'écosocialisme notre programme.

Propos recueillis par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA.lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.net)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°163 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org